"Et les boyards sont mauvais, et le tsar est pareil." Pourquoi Zelensky a durement réagi aux données des sondages d'opinion sur la corruption

Denis Rafalsky, 12h23, 13 septembre 2023

Favoriser des scandales de corruption est dangereux pour Vladimir Zelensky. Photo : président.gov.ua

L'équipe du président Vladimir Zelensky a vivement réagi aux résultats d'une vaste étude sociologique menée par la Fondation Initiatives Démocratiques. Ilko Kucheriva en collaboration avec le Centre Razumkov et l'Institut international de sociologie de Kiev (KIIS).

L'enjeu est de savoir si le chef de l'État est directement responsable de la corruption gouvernementale et locale. 78 % des personnes interrogées ont répondu positivement et seulement 18 % ont répondu négativement.

L'entourage de Zelensky estime que la formulation elle-même est manipulatrice afin d'utiliser le chiffre obtenu pour affaiblir Zelensky, probablement en vue d'éventuelles élections l'année prochaine. Il est également indiqué que le président se concentre sur la guerre et travaille avec ses alliés, et que la responsabilité de la lutte contre la corruption incombe aux structures anti-corruption - NABU et SAP. C'est pourquoi toutes les questions leur sont adressées.

Ces thèses ont été présentées par des représentants clés de l'équipe présidentielle - Arakhamia, Kornienko, Fedorov, Danilov.

Une réaction aussi dure et, surtout, à grande échelle des autorités aux données de l'enquête est tout à fait compréhensible.

Les résultats de l'étude sociale portent sur la stratégie principale de Zelensky en matière de corruption, qui peut être formulée par la phrase classique « le roi est bon, les boyards sont mauvais ». L'enquête a montré que les Ukrainiens estiment que le « tsar » est directement responsable de la corruption.

Potentiellement, promouvoir cette thèse est très dangereux pour le président. En fait, la situation des dernières années du règne de l'ex-président Porochenko se répète, dont les perspectives de réélection pour un second mandat ont été annulées par des scandales de corruption. Lequel, tout comme aujourd'hui, a activement encouragé les structures associées à l'Occident.

Mais aujourd'hui, dans le contexte d'une guerre à grande échelle, les conséquences des scandales sur la situation en Ukraine peuvent être difficiles à prévoir.

Pour en savoir plus sur le scandale des données électorales, consultez l'article « Pays ».

Fedorov, Arakhamia, Danilov et autres

L'étude générale « Perception de la menace de corruption par les citoyens : évaluation du pouvoir et demandes de changement pendant la guerre » a été réalisée par trois cabinets sociologiques en juillet et août. Parmi les huit questions, celle qui a retenu le plus l'attention était « Êtes-vous d'accord avec l'affirmation selon laquelle le président est directement responsable de la corruption dans les administrations gouvernementales et militaires (c'est-à-dire locales, intégrées à la verticale présidentielle - NDLR) ? »

Comme le KIIS l'a précisé, les personnes interrogées devaient choisir parmi les options de réponse suivantes : « d'accord », « plutôt d'accord », « plutôt pas d'accord », « pas d'accord », « difficile à dire » ou refuser de répondre du tout. En conséquence, 78 % des participants à l'enquête ont soutenu la thèse sur la responsabilité directe du président, tandis que 18 % des personnes interrogées ne l'ont pas soutenu. En outre, plus les personnes interrogées sont âgées, plus elles sont critiques à l'égard du président : parmi les personnes interrogées de plus de 60 ans, ce chiffre était de 81 %, tandis que parmi les jeunes, il était de 70 %.

De nombreux médias en ont parlé.

Mais la réponse des autorités elles-mêmes a donné aux résultats de l'enquête une résonance publique bien plus grande.

Beaucoup, y compris des représentants clés de l'équipe de Zelensky, ont critiqué la formulation de la question sur l'étendue de la responsabilité du président dans la corruption dans le pays. Ainsi, le chef de la faction parlementaire du Serviteur du Peuple (SN), David Arakhamia, a qualifié l'étude de « manipulatrice ». Il a souligné que la corruption est avant tout la préoccupation du bloc anti-corruption NAPC - NABU - SAP - VAKS, et que le chef de l'Etat est occupé par la guerre et ne devrait pas assumer le travail de quelqu'un d'autre.

Arakhamia a également rappelé que le président avait proposé d'assimiler la corruption pendant la guerre à la haute trahison, et immédiatement dans les cercles politiques « des cris ont commencé à « serrer les vis », et les militants anti-corruption ont critiqué cette idée.

Le premier vice-président Alexandre Kornienko, qui a occupé autrefois le poste de premier adjoint de la faction d'Arakhamia, et un certain nombre de députés du peuple ont tenu des propos similaires.

Même le gouvernement s'est joint à cette campagne. Les sociologues ont été attaqués par le vice-Premier ministre chargé de l'Innovation, du Développement de l'Éducation, de la Science et de la Technologie et ministre de la Transformation numérique Mikhaïl Fedorov, qui a considéré la

publication des résultats de l'enquête comme une « attaque ciblée ». Il pose les questions suivantes : pourquoi la question spécifique sur la responsabilité du président a été posée en juillet, mais publiée seulement maintenant, et pourquoi les personnes interrogées ont été interrogées uniquement sur le chef de l'État et il n'y avait pas d'autres options de réponse (vraisemblablement, il avait en tête d'autres institutions étatiques).

Rappelons que dans les milieux politiques, Fedorov est considéré comme l'un des dirigeants possibles du nouveau parti du président, qui se rendra aux prochaines élections législatives.

Le secrétaire du Conseil national de sécurité et de défense, Alexeï Danilov, n'est pas resté à l'écart : "L'art de formuler des questions est une garantie du résultat attendu. Et dans des conditions de paix, on pourrait sans cesse jouer aux jeux nationaux traditionnels, en jonglant avec les chiffres et les classements. Mais dans des conditions de guerre Il existe un standard le plus élevé par lequel nous devons mesurer tout ce que nous faisons dans la sphère publique ou professionnelle. Nous devons immédiatement nous donner une réponse à une question : le résultat de mon travail rapproche-t-il la victoire et aide-t-il le front ? C'est bien quand vous avoir la possibilité de jouer en toute sécurité derrière la cliquabilité des futurs titres, mauvais « Quand ça n'aide pas l'avant, c'est encore pire quand ça nuit. »

La résonance était si grave que les sociologues ont dû donner des explications sur l'étude.

Dans un communiqué officiel, le KIIS a exhorté à ne pas assimiler « responsabilité » à « implication ».

"L'appel lancé au président pour lutter contre la corruption ne signifie pas une diminution ou une crise de son soutien. Même si, bien sûr, à long terme et surtout après la victoire et un changement d'agenda, des changements significatifs peuvent survenir", a-t-il ajouté. Selon la déclaration KIIS.

Le politologue Ruslan Bortnik, dans un commentaire à Strana, a qualifié le résultat du sondage d'opinion d'attendu, car la société a réagi de cette manière à « la concentration du pouvoir entre les mains du président et son influence sur la politique intérieure et étrangère, les flux financiers clés, et l'espace médiatique.

"Les gens tiennent le président pour responsable de la situation en matière de corruption et en même temps du maintien de la coalition internationale et du succès de l'intégration européenne. C'est une conséquence du statu quo politique actuel. Si le président avait un nom de famille différent, les gens diraient toujours la même chose », estime l'expert.

Un coup dur pour le président

Quelle est la raison d'une réaction d'une telle ampleur de la part de l'équipe présidentielle face aux données de l'enquête ?

L'explication la plus évidente est que ces données sont déjà utilisées par l'opposition pour discréditer Zelensky et abaisser sa cote.

"Au début, Bankovaya elle-même disait depuis 4 ans que le soleil ne se lève pas sans Vladimir Alexandrovitch. Il a annoncé dans une vidéo le limogeage des ministres d'une république parlementaire-présidentielle, la démission des députés, il a lui-même constitué des listes de "serviteurs" pour la Verkhovna Rada et le gouvernement, et a parlé de 100 % de ses procureurs ", a donné des instructions au gouvernement local... Le marathon tourne autour de Zelensky et de son bureau. Il est responsable de tout dans le pays. Mais pour une raison quelconque , sauf pour la corruption... Il semble que les "serviteurs" ne s'attendaient pas à ce que, lorsque le téflon se détacherait, la responsabilité leur reviendrait également tranquillement", a écrit la députée Irina Gerashchenko, membre de la faction Eurosolidarité d'opposition à Zelensky. sur sa chaîne Telegram.

« Enchaîner » le président - même à travers une telle formulation de la question dans la recherche sociale, contenant un élément de manipulation - est une chose dangereuse, que les « serviteurs » ont immédiatement compris. Si le soutien à Zelensky diminue en raison de telles

attaques ou de nouvelles révélations très médiatisées de corruption, la note de SN s'envolera avec lui. Ça y est : les « serviteurs » seront jetés, au sens figuré, dans les égouts. C'est pour cela qu'il y a une telle réaction nerveuse », commente le politologue Andreï Zolotarev à Strana.

Mais le problème est plus profond.

En fait, les résultats de cette enquête détruisent la stratégie principale que Zelensky a tenté de choisir lui-même face aux scandales de corruption. C'est la thèse classique « le roi est bon, les boyards sont mauvais ». Autrement dit, « le président est engagé dans une guerre, et en même temps des fonctionnaires arrogants volent, exposant ainsi le chef de l'État ». C'est exactement la réaction de Zelensky et de son équipe à presque toutes les affaires de corruption très médiatisées, depuis l'historique des achats au ministère de la Défense jusqu'aux dépenses non militaires des budgets locaux.

Les actions du président, qui cherchait à montrer que c'était lui qui menait la lutte contre la corruption dans le pays, découlaient de la même stratégie. Par conséquent, le BEB, le SBU et le SBI qu'il contrôlait étaient activement impliqués dans des affaires pénales contre des fonctionnaires et des oligarques (par exemple contre Kolomoisky). Les manifestations les plus frappantes de la stratégie du « bon tsar, mauvais boyards » ont été l'initiative de Zelensky d'assimiler la corruption à la trahison et la démission du ministre de la Défense Reznikov après une série de scandales de corruption.

Et dans ce contexte, il ressort des sondages d'opinion que le président est considéré comme le principal responsable de la corruption dans le pays.

Naturellement, cela a provoqué une réaction très dure.

Mais il convient également de noter les arguments utilisés par les associés de Zelensky en réponse. En fait, ils rejettent le sujet récemment activement défendu selon lequel c'est le président qui mène la lutte contre la corruption, rejetant toute la responsabilité de cette lutte sur les structures anti-corruption (NAPK-NABU-SAP-VAKS), patronnées par l'Occident. Comme quoi, toutes les questions sont pour eux.

Dans ce contexte, ils rappellent également la proposition du président d'assimiler corruption à trahison, critiquée par les militants anti-corruption et les représentants des alliés occidentaux. Après quoi, selon des informations reçues, Zelensky aurait décidé de ne pas présenter ce projet de loi.

Ce qui en soi est extrêmement significatif. En fait, le président abandonne le thème « Je mène la lutte contre la corruption ». Désormais, la thèse principale est que « le président est impliqué dans la guerre, et la lutte contre la corruption doit être prise en charge par les organes anti-corruption, posez-leur toutes les questions ».

La question reste ouverte de savoir dans quelle mesure cela aidera le président à « repousser » sa responsabilité en matière de corruption. Surtout si des accusations sont portées contre des membres de son équipe et de son entourage.

En fait, cela se produit déjà. Récemment, par exemple, une campagne s'est intensifiée contre le chef adjoint du bureau présidentiel, Rostislav Shurma, ainsi que contre un certain nombre d'autres hauts fonctionnaires. Indépendamment de l'essence des accusations portées, ainsi que des forces qui sont derrière la campagne, cela ressemble à un « ciblage » de Zelensky.

Il est également caractéristique que la plupart des scandales de corruption et le thème des sondages d'opinion sur la responsabilité du président dans la corruption soient activement promus par les médias et les structures associées à l'Occident. À bien des égards, la situation des dernières années du règne de Porochenko se répète, lorsque les mêmes forces promouvaient des sujets de corruption dans son entourage.

Dans ce contexte, une contre-campagne est déjà en cours sur les réseaux sociaux sur le thème « il n'est pas nécessaire d'insister sur le thème de la lutte contre la corruption pendant la guerre, ce n'est pas l'essentiel maintenant, le danger de corruption pour l'Ukraine est exagéré, " etc.

Ces thèses ne sont pas nouvelles. C’est à peu près les mêmes qui ont été utilisés par l’équipe de Porochenko il y a cinq ans. Et l'ancien ambassadeur du Canada à Kiev (2014-2019), Roman Vashchuk, a qualifié l'accent mis sur la lutte contre la corruption de l'une des principales erreurs de l'Occident, qui a déstabilisé la situation politique intérieure de l'Ukraine.

"On ne peut pas incendier une maison de l'intérieur et la défendre en même temps", a déclaré l'ex-ambassadeur.

Cependant, de tels arguments n’ont pas été acceptés par ceux qui ont encouragé les scandales de corruption à l’époque de Porochenko et il est peu probable qu’ils soient acceptés aujourd’hui.

Surtout si l’on prend en compte l’aspect politique de ces accusations.

Le politologue Andrei Zolotarev admet que l’Occident veut ainsi « détruire le monopole du pouvoir de Zelensky ».

"Il est possible qu'il s'agisse d'une campagne à grande échelle et systématique. L'un de ses objectifs pourrait être de remplacer le Premier ministre par un candidat plus fort qui ne succombera pas à la présidence, et après les élections, le retour d'un forme de gouvernement parlementaire-présidentiel plus acceptable en privant le parti de Zelensky d'une majorité mono au Parlement", estime l'expert.

Une source de Strana dans les milieux politiques estime que la situation pour Zelensky est potentiellement très dangereuse.

alors, pour le fonctionnaire, il n'est pas très clair qui est aux commandes de l'État - le président ou « quelqu'un d'autre ». Zelensky est entraîné dans le même cercle de discrédit que Porochenko au cours des dernières années de sa présidence. Et compte tenu de la guerre en cours et des épreuves les plus difficiles qui pèsent sur les épaules du peuple et de la société, ainsi que des attentes exagérées d'une victoire imminente créée par les autorités, mais non concrétisée, l'effet des scandales peut être difficile à évaluer. prédire », dit la source.